Plaider contre des plateformes, des protocoles et des DAO

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Plateformes

Une action contre une plateforme d'échange singapourienne titulaire d'une licence est une action contre une Pte Ltd dotée d'un siège statutaire, d'une licence de la MAS et de réviseurs. Elle est notifiée au siège statutaire et la défense est assurée par des avocats. Les difficultés pratiques tiennent aux clauses d'exclusion figurant dans les conditions, à la clause d'arbitrage que prévoient de nombreuses plateformes et à la tendance des plateformes à invoquer leurs obligations de lutte contre le blanchiment pour justifier le gel du compte d'un client. Les tribunaux singapouriens ont jugé que le droit contractuel d'une plateforme de geler un compte est soumis à une obligation implicite de bonne foi et d'usage conforme à son but. Un gel indéfini sans explication peut donc constituer une violation du contrat, ce qui est la version singapourienne du débat sur le blocage des comptes bancaires.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Protocoles et DAO

Une action contre un protocole décentralisé n'a pas de défendeur évident. Singapour n'a pas encore tranché la question de savoir si une DAO est une société de personnes (partnership), une association sans personnalité juridique ou rien du tout. La question est examinée dans la partie B, chapitre VII et la partie K, chapitre IX. La technique contentieuse consiste à identifier les personnes juridiques derrière le protocole : la fondation ou la company limited by guarantee qui détient la trésorerie ou la propriété intellectuelle, la société des développeurs, l'exploitant du front-end et les signataires du multisig. Chacune peut être attraite en justice à titre propre, et le tribunal peut être invité à traiter les signataires comme trustees de la trésorerie pour le compte des détenteurs de jetons. La procédure contre des personnes inconnues couvre les signataires dont l'identité n'est pas encore connue. La notification par l'intermédiaire du forum de gouvernance du protocole et de Discord a été admise sur la base du raisonnement de *Janesh*.

Exemple

Un family office singapourien avait fourni des liquidités à un protocole de prêt gouverné par un vote des détenteurs de jetons et contrôlé opérationnellement par un multisig cinq sur neuf. Une proposition de gouvernance, adoptée grâce aux voix d'un seul grand détenteur, a réorienté les frais du protocole vers une adresse contrôlée par ce détenteur et modifié les paramètres de garantie de telle sorte que la position du family office a été liquidée. Le family office a assigné devant la General Division la fondation caïmanaise qui détenait la propriété intellectuelle du protocole et les quatre signataires connus du multisig, ainsi que des personnes inconnues pour les cinq autres, en invoquant la violation d'un devoir fiduciaire, la conspiracy et l'enrichissement sans cause. Le tribunal a accordé une injonction réelle portant sur les frais réorientés auprès de la plateforme où ils avaient été déposés et a autorisé la notification aux signataires par l'intermédiaire du forum de gouvernance. L'affaire s'est conclue par une transaction après que les ordonnances de communication eurent identifié le grand détenteur comme un fondateur du protocole résidant à Singapour.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com